

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 111

17 janvier 2013

SOMMAIRE

An Zëmmesch s.à r.l.	5328	LinLux S.à r.l.	5300
Ashmore Brasil Equity Fund	5314	Lion Finance S.A.	5322
Ashmore Sicav	5308	Lion Finance S.A.	5322
Ashmore Sicav	5314	LuxiPrivilège	5285
Ashmore Turkish Debt Fund	5308	Makvalor	5323
Bejaksa SPF S.A.	5282	Makvalor	5323
Commercial Investment Alicante S.à r.l.	5303	Mendoza Investments S.à r.l.	5321
Commercial Investment Aljarafe Sevilla S.à r.l.	5303	Merinvest S.A.	5323
Commercial Investment Cadiz S.à r.l.	5303	M.H.E. S.A.	5322
Commercial Investment Cordoba S.à r.l.	5303	NG Luxembourg 3 S.à r.l.	5325
Commercial Investment El Manar S.à r.l.	5303	NG Luxembourg S.A.	5326
Commercial Investment Loisinord S.à r.l.	5287	Norin S.A.	5323
Commercial Investment Manregalery S.à r.l.	5303	Oberflächenschutz Sturm s.à r.l.	5323
Commercial Investment Terragalery S.à r.l.	5303	Olky Admin S.à r.l.	5323
CTM/Chello B.V.	5320	Olky International Holding S.A.	5324
CTM/Mare B.V.	5321	Paledora S.A.	5326
CTM/Mare B.V.	5321	Paloma S.A.	5324
CTM/Terra B.V.	5321	Peglab Invest S.à r.l.	5324
Développement La Valenciana S.à r.l.	5303	Peinture Güth S.à r.l.	5326
Estates S.A.	5283	Peinture Ludowissy S.à r.l.	5325
Familyfond S.A.	5287	Pempa S.à r.l.	5327
FTC Futures Fund Sicav	5283	Penisola Estates S.à r.l.	5324
Helkin International S.A., SPF	5282	Pernambuco S.A.	5325
Hitech Futur Car Center SA	5283	Pescatore Properties	5325
JPMorgan Investment Strategies Funds II	5286	Phileas S.A.	5325
JPMorgan Portfolio Strategies Funds	5284	P. Junk Bau S.à r.l.	5324
JPMorgan Portfolio Strategies Funds II ...	5285	Plafa	5324
Les Espaces Saveurs S.A.	5322	Planet Jardin S.à r.l.	5327
Linden Développement S.A.	5322	Poplan Logistics S.à r.l.	5327
		Pradera Holdco S.à r.l.	5303
		Pradera Holdco S.à r.l.	5287
		Praefinium Partners S.à r.l.	5326
		Rassouli Family Trust (RFT) S.A. - SPF ...	5289
		REInvest German Properties VIII S.à r.l.	5327
		WBB Invest S.A.	5282

Helkin International S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 36.799.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 février 2013 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013008510/795/15.

Bejaksa SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 77.639.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 6 février 2013 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 septembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013008427/795/15.

WBB Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 134.002.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société WBB INVEST S.A. qui se réunira le 4 février 2013 à 10 heures au siège social de la Société, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- approbation de la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société nonobstant la date statutaire;
- présentation et approbation du rapport établi par le commissaire de la Société concernant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010;
- présentation et approbation des comptes annuels de la Société au 31 décembre 2010;
- affectation des résultats;
- décision à prendre, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, sur la continuation des activités de la Société;
- décharge à donner aux membres du conseil d'administration de la Société et au commissaire de la Société pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice social clos au 31 décembre 2010;
- démission de Géraldine SCHMIT de son mandat d'administrateur de la Société avec effet immédiat et décharge à lui donner;
- nomination de Stéphanie STACCHINI au poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat et détermination de la durée de son mandat;
- pouvoirs à donner;
- divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social de la société quinze jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire de la Société.

Si vous deviez ne pas pouvoir être présent à l'Assemblée générale ordinaire de la Société, des procurations sont disponibles au siège de la Société, elles vous seront adressées sur simple demande écrite pour les actionnaires nominatifs.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013007482/33.

FTC Futures Fund Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.021.

Die Aktionäre der SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

einberufen, welche am Sitz der Gesellschaft am 4. Februar 2013 um 11.00 Uhr über folgende Tagesordnung befinden wird:

Tagesordnung:

1. Billigung des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates und des Berichts des Abschlussprüfers
2. Billigung des Jahresabschlusses und der Ergebniszurweisung per 30. September 2012
3. Entlastung für die Verwaltungsratsmitglieder für das abgelaufene Geschäftsjahr
4. Satzungsgemäße Ernennungen
5. Verschiedenes

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien einen Arbeitstag vor dem Datum der Versammlung bei der KBL European Private Bankers S.A., 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg hinterlegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013008471/755/22.

Hitech Futur Car Center SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9638 Pommerloch, 7, Berlerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 130.259.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, en date du 31 janvier 2013 à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2011.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Renouvellement des mandats des administrateurs et du Commissaire.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2013008616/1004/19.

Estates S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 106.770.

All holders of Notes issued by Estates S.A. (the "Noteholders" and the "Company" respectively) in relation to the Compartments 2010/12/1 of the Issuer are invited to attend a

GENERAL MEETING

of Noteholders to be held at the registered office of the Company on *January 25, 2013* at 9.00 a.m., in order to consider the following agenda:

Agenda:

1. décision de convoquer une assemblée générale des détenteurs d'obligations du Compartiment suivant:
Estates S.A. Compartiment 2010/12/1
Concernant la possibilité de vendre (cession du bateau et de ses droits d'amarrage) le voilier de plaisance Swan 80-007 «ALPINA BY FINIMMO».
2. Décision de donner mandat afin de procéder à tous les actes requis aux fins de convoquer et d'organiser cette assemblée générale.
3. Décision d'approuver le rapport du conseil d'administration, préparé par le Président, aux porteurs des obligations des Compartiments mentionnés ci-dessus, dont une copie reste annexée au présent procès-verbal.
4. Divers.

This meeting is convened at the initiative of the Company.

In the event this general meeting is not able to deliberate validly for lack of a quorum, a second meeting of Noteholders holding Notes issued in relation to that Compartiment shall be held at 9.00 a.m. on February 1, 2013 at the registered office of the Company, with the same agenda and such second meeting shall have the right to pass resolutions on the items on the agenda irrespective of the quorum.

To be admitted to the meeting, the Noteholders shall be required at the beginning of the meeting to present the Notes in respect of which they intend to vote, or an attestation issued by a bank in Luxembourg attesting that the Notes are held by such bank on behalf of the Noteholders and shall be blocked until February 28, 2013.

The Report from the board of directors referred to in the agenda and the resolutions which will be proposed will be available for consultation at the registered office of the Company at least 8 days prior to the meeting upon presentation of one Note issued in relation to the Compartiment concerned or upon presentation of the above mentioned attestation.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013001424/33.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 89.734.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of JPMorgan Portfolio Strategies Funds (the "Company") will be held on Friday, 25th January 2013 at 15:00 CET, at the Registered Office of the Company, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended September 30th, 2012, and presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended September 30th, 2012.
2. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended September 30th, 2012.
3. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended September 30th, 2012.
4. Approval of Directors' Fees.
5. Confirmation of the appointment of Mr John Li, co-opted by the Board of Directors on 28th June 2012, in replacement of Mr Pierre Jaans, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30th, 2013.
6. Confirmation of the appointment of Mr Peter Schwicht, co-opted by the Board of Directors on 28th June 2012, in replacement of Mr Jamie Broderick, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30th, 2013.
7. Re-election of Mr Iain Saunders, Mr Jacques Elvinger, Mr Jean Frijns, Mr Robert Van Der Meer and Mr Berndt May to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30th, 2013.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30th, 2013.
9. Allocation of the results as per the Audited Annual Report for the accounting year ended September 30th, 2012.

10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

VOTING

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy. Completed Forms of Proxy must be received by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 23rd January 2013 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013001428/755/40.

LuxiPrivilège, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 46.388.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 28 janvier 2013 à 12.00 heures au siège social.

L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des comptes annuels de la Sicav incluant le rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2012;
2. Affectation des résultats pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2012;
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exécution de leur mandat;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

La dernière édition du Rapport Annuel est disponible gratuitement au siège social de la Société sur simple demande par fax au: +352 46 40 10 413 ou par email à l'adresse suivante: luxembourg-finrep4@StateStreet.com.

Les Actionnaires désirant assister à cette Assemblée doivent déposer leurs actions trois jours francs avant l'assemblée générale au guichet de State Street Bank Luxembourg S.A. 49, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013003181/755/22.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.483.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of JPMorgan Portfolio Strategies Funds II (the "Company") will be held on Friday, 25 January 2013 at 14:00 CET, at the Registered Office of the Company, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended September 30, 2012, and presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended September 30, 2012.
2. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended September 30, 2012.
3. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended September 30, 2012.
4. Approval of Directors' Fees.
5. Confirmation of the appointment of Mr John Li, co-opted by the Board of Directors on 28th June 2012, in replacement of Mr Pierre Jaans, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
6. Confirmation of the appointment of Mr Peter Schwicht, co-opted by the Board of Directors on 28th June 2012, in replacement of Mr James Broderick, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.

7. Re-election of Mr Iain Saunders, Mr Jacques Elvinger, Mr Jean Frijns, Mr Robert Van Der Meer and Mr Berndt May to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
9. Allocation of the results as per the Audited Annual Report for the accounting year ended September 30, 2012.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

VOTING

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy. Completed Forms of Proxy must be received by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 23 January 2013 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013003567/755/38.

JPMorgan Investment Strategies Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.173.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (the "Meeting") of JPMorgan Investment Strategies Funds II (the "Company") will be held on Friday, 25 January 2013 at 13:00 CET, at the Registered Office of the Company, with the following Agenda:

Agenda:

1. Presentation of the Report of the Auditors for the accounting year ended September 30, 2012, and presentation and approval of the Report of the Board of Directors for the accounting year ended September 30, 2012.
2. Approval of the Financial Statements for the accounting year ended September 30, 2012.
3. Discharge of the Board of Directors in respect of their duties carried out for the accounting year ended September 30, 2012.
4. Approval of Directors' Fees.
5. Confirmation of the appointment of Mr John Li, co-opted by the Board of Directors on 28th June 2012, in replacement of Mr Pierre Jaans, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
6. Confirmation of the appointment of Mr Peter Schwicht, co-opted by the Board of Directors on 28th June 2012, in replacement of Mr Jamie Broderick, and his election to serve as a Director of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
7. Re-election of Mr Iain Saunders, Mr Jacques Elvinger, Mr Jean Frijns, Mr Robert Van Der Meer and Mr Berndt May to serve as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
8. Re-election of PricewaterhouseCoopers S.à r.l. to serve as Auditors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders, approving the Financial Statements for the accounting year ending on September 30, 2013.
9. Allocation of the results as per the Audited Annual Report for the accounting year ended September 30, 2012.
10. Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

VOTING

Resolutions on the Agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by Shareholders present or represented at the Meeting.

VOTING ARRANGEMENTS

Shareholders who cannot personally attend the Meeting are requested to use the prescribed Form of Proxy. Completed Forms of Proxy must be received by no later than the close of business in Luxembourg on Wednesday, 23 January 2013 at the Registered Office of the Company (Client Services Department, fax +352 3410 8000).

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2013003604/755/38.

Familyfond S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 120.244.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 25 janvier 2013 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2011
3. Ratification des actes posés par les administrateurs entre la période allant du 19 mai 2012 à la date de la présente assemblée
4. Nominations Statutaires
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013003520/795/18.

Pradera Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 86.621.

Commercial Investment Loisinord S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 123.092.

In the year two thousand twelve, on the twenty-first day of December.

Before us, Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

(1) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Pradera Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-86.621 and incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, of 5 February 2002, published in the Mémorial number 950 of 2 June 2002, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 13 October 2011, published in the Mémorial number 2642 of 31 October 2011,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Absorbing Company dated 7 November 2012.

(2) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Loisinord S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-123.092 and incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 December 2006, published in the Mémorial C number 268 of 28 February 2007, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 80 of 11 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Absorbed Company dated 7 November 2012.

Copies of the excerpts of the relevant Board of Managers' resolutions, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

- that in accordance with the joint merger proposal in notarial form recorded in a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of the undersigned notary Gérard LECUIT on 13 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2807 of 20 November 2012 (the "Joint Merger Proposal"), the Absorbing Company, as absorbing company and the Absorbed Company, as absorbed company,

proposed to merge under the procedure of a simplified merger by absorption provided for under articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Merger");

- that no shareholder of the Absorbing Company required, during the period of one (1) month following the publication of the Joint Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, to be convened in order to resolve on the approval of the Merger;

- that the Absorbing Company consequently acknowledges that the Merger becomes effective on the date hereof, being more than one calendar month after the day of publication of the Joint Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and that the Merger entails ipso jure the universal transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company on the date hereof;

- that for accounting purposes, the merger shall be deemed effective as from 1 January 2012;

- that as a result of the Merger, the Absorbed Company has been dissolved without liquidation, the shares of the Absorbed Company have been cancelled and the books and documents of the Absorbed Company are kept during the legal period (five (5) years) at the registered office of the Absorbing Company: 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- that as a result of the Merger, the Absorbing Company is persisting as legal entity;

- that on the day of publication of this deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Merger will become effective vis-à-vis third parties.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with his notary this original deed.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-et-un décembre.

Par-devant nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

(1) Ms Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Pradera Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-86.621 (ci-après la «Société Absorbante») et constituée suivant un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, en date du 5 février 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 950 du 2 juin 2002, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 13 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2642 du 31 octobre 2011.

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 7 novembre 2012.

(2) Ms Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Loisinord S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 33 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-123.096 (ci-après la «Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 15 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 268 du 28 février 2007, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 80 du 11 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Société Absorbée en date du 7 novembre 2012.

Les copies des extraits des décisions desdits conseil de gérance, après avoir été signés ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné d'acter les déclarations et constatations suivantes:

- que conformément au projet commun de fusion établi sous forme notariée suivant acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement du notaire Gérard LECUIT soussigné en date du 13 novembre 2012, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2807 du 20 novembre 2012 (le «Projet Commun de Fusion»), la Société Absorbante, en tant que société absorbante, et la Société Absorbée, en tant que Société Absorbée, ont projeté de fusionner conformément à la procédure de fusion par absorption simplifiée régie par les articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Fusion»);

- qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'a requis, pendant une période d'un (1) mois suivant la publication du Projet Commun de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations qu'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante soit convoquée en vue de se prononcer sur l'approbation de la Fusion

- que la Société Absorbante constate que la Fusion devient effective à la date des présentes qui est plus d'un (1) mois après le jour de la publication du Projet Commun de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et que la Fusion entraîne de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante à la date de la présente;

- que comptablement la fusion est réputée effective à partir du 1^{er} janvier 2012;

- que suite à la Fusion, la Société Absorbée a été dissoute sans liquidation, les actions de la Société Absorbée ont été annulées et les livres et documents de la Société Absorbée sont conservés pendant la période légale (cinq (5) ans) au siège social de la Société Absorbante: 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- que suite à la Fusion, la Société Absorbante continue d'exister en tant que personne morale,

- que le jour de publication du présent acte dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la Fusion deviendra effective vis-à-vis des tiers.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la comparante et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes,

Signé: H. GRINE, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62503. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2012.

Signature.

Référence de publication: 2013006530/124.

(130006901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Rassouli Family Trust (RFT) S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 4, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 173.914.

STATUTES

In the year two thousand twelve, on the twenty-ninth day of November,

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Mr Gholamhassan HAJIRASOULI, company manager, born on 3rd April 1952 in AHWAZ (Iran), residing at P.O box 4135 SHARJAH (United Arab Emirates);

Such appearing party has required the officiating notary to enact the incorporation of a société anonyme (S.A.) Société de gestion de Patrimoine Familial (SPF) (Family Patrimony Management Company) which they want to organize among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

“ **Art. 1. Form and Name.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares of the Company hereafter issued (the “Shares”), a public limited liability company (société anonyme) under the name of “RASSOULI FAMILY TRUST (RFT) S.A. SPF” (the Company).

The Company may have one shareholder or more shareholders (the Sole Shareholder or the Shareholders). The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Any reference to the Shareholders in the articles of association of the Company (the Articles) shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

Where the Board or, as the case may be, the Sole Director, determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of general meeting of the Shareholders (the General Meeting) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 11 below.

Art. 4. Corporate objects. The object of the Company is the acquisition, the holding, the management and the realisation of financial assets including, but not limited to, shares, bonds, cash, deposits, certificates, options and commodities.

The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds (including profit sharing bonds), debentures, certificates, shares, beneficiary parts, warrants and any kind of debt or equity securities.

The company may in particular acquire by way of contribution, subscription, option, purchase and any other way, securities of any kind and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company shall not be involved in the management of the companies of which it holds shares and shall not have any commercial activity.

The Company is subject to the act of 11 May 2007 on family patrimonial management companies (loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial).

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital is set at one million Euros (EUR 1.000.000.-) consisting of one hundred (100) shares in registered or bearer form with a par value of ten thousand Euros (EUR 10.000.-) each.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 11 below.

Art. 6. Shares. The shares of the Company shall be in registered form (actions nominatives).

A register of Shareholders will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by law.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of Shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Debt securities. Debt securities issued by the Company in registered form (obligations nominatives) may, under no circumstances, be converted into debt securities in bearer form (obligations au porteur).

Art. 9. Powers of the General Meeting of the Company. As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of resolutions.

In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Art. 10. Annual General Meeting of the Shareholders – Other meetings. The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the third Friday in April of each year at 11:00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 11. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of attorney and Vote. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

The Board or, as the case may be, the Sole Director, as well as the statutory auditors or, if exceptional circumstances require so, a director with an A signatory power or any two directors with a B signatory power acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

All the shares of the Company being in registered form, the convening notices shall be made by registered letters only. Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the official gazette (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

The Chairman of the Board presides the General Meeting. If the Chairman of the Board is not present in person, the Shareholders will elect a Chairman pro tempore for the relevant General Meeting. The Chairman shall appoint a secretary and the Shareholders shall appoint a scrutineer. The Chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the Chairman.

Art. 12. Management. For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director who does not need to be the Sole Shareholder of the Company. Where the Company has more than one Shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three directors who need not be Shareholders of the Company. The Sole Director and the members of the Board shall be elected for a term not exceeding six years and shall be eligible for reappointment.

Where a legal person is appointed as a director (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a natural person as permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act of 15 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

Where the Company is managed by a Board, each director shall be assigned either an A or a B signatory power.

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The General Meeting shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 13. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the other members of the Board or the General Meeting (as the case may be) will appoint another Chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors or Shareholders present or represented at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members are present or represented. A director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing when so required. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 13. does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 14. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director shall be documented by written minutes held at the Company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or the Sole Director (as the case may be).

Art. 15. Powers of the Board. The Board, or as the case may be, the Sole Director is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board, or as the case may be, the Sole Director.

Art. 16. Delegation of powers. The Board, or as the case may be, the Sole Director may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board, or as the case may be, the Sole Director may appoint a person, either a Shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board, or as the case may be, the Sole Director is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 17. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the sole signature of a director with an A signatory power, (ii) the joint signatures of any two members of the Board, or (iii) in the case of a Sole Director, the sole signature of the Sole Director. The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with the first paragraph of article 16 above.

Art. 18. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting. This paragraph does not apply to a Sole Director.

For so long as the Company has a Sole Director, the transactions entered into by the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company shall be set forth in minutes which will be presented to the next following General Meeting.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 19. Indemnification. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Statutory Auditor(s) (commissaire aux comptes). The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), or, where required by law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be eligible for re-appointment.

The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 21. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1 January and ends on 31 December of each year.

Art. 22. Annual accounts. Each year, at the end of the financial year, the Board or, as the case may be, the Sole Director will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Act.

At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board or, as the case may be, the Sole Director will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the statutory auditor(s) of the Company who will thereupon draw up its report.

At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board or of the Sole Director, as the case may be, and of the statutory auditor(s) and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

Art. 23. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above, but shall again be compulsory if the reserve falls below such one-tenth.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes best suits the corporate purpose and policy and within the limits of the Companies Act.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board or, as the case may be, the Sole Director and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board or, as the case may be, the Sole Director.

Art. 24. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 11 above. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 25. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act.

Transitory disposition

- 1.- The first business year begins today and ends on 31 December 2013.
- 2.- The first annual General Meeting will be held in 2014.

Subscription and Liberation

The Articles having thus been established, the one hundred (100) shares have been subscribed by the sole shareholder Mr Hassan RASSOULI, prenamed, and have been fully paid-up in cash, therefore the amount of one million euro (EUR 1.000.000.) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be born by the Company as a result of its formation are estimated at two thousand five hundred euros (EUR 2,500.).

Resolutions of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the Shareholders have resolved that:

1. The following are elected as Directors and as auditor for a term which will expire at the annual general meeting of shareholders to be held in 2018:

Director with signing authority A:

- Mr Gholamhassan HAJIRASOULI, prenamed, born on 3rd April 1952 in AHWAZ (Iran), residing at P.O box 4135 SHARJAH (United Arab Emirates);
- Mrs Rowshi SANGI, married name RASSOULI, prenamed, born on 22nd August 1958 in HAMADAN (Iran) and resident at P.O box 4135 SHARJAH (United Arab Emirates);

Director with signing authority B:

- Mr. Jacques-Yves HENCKES, lawyer, born on 12th October 1945 in Luxembourg residing at 35, rue Mathias Hertert L-1729 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);
- Mrs. Birgit FUHRMANN, junior lecturer, born on 30 August 1963 in Bielefeld (D) residing at 4 Beim Antonskraeiz L-8116 Bridel (Grand Duchy of Luxembourg);

2.- The following person is elected as statutory auditor of the Company for a term which will expire at the annual general meeting of shareholders to be held in 2018: "PKF WEBER & BONTEMPS SA" public limited liability company (société anonyme) registered B0135187 and having its registered office L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy.

3. - The Company shall be bound by the joint signature of a director with signing authority A and a director with signing authority B, with power of delegation reciprocated.

4.- The registered office of the Company is fixed at 4, rue de l'Avenir, L-1147 Luxembourg

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read in the language of the person appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Following the French translation:

L'an deux mille douze, le vingt-neuf novembre.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Mr Gholamhassan HAJIRASOULI, gérant de sociétés, né le 3 avril 1952 à AHWAZ (Iran) et demeurant à P.O box 4135 SHARJAH (Émirats Arabes Unis);

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser la constitution d'une société anonyme (SA) Société de gestion de Patrimoine Familial (SPF) (Société de Gestion patrimoine familial) dont ils veulent organiser entre eux et les statuts de ce qui doit être comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est établi entre les souscripteurs et tous ceux qui par la suite pourraient devenir les propriétaires des actions, une société anonyme sous la dénomination de "RASSOULI FAMILY TRUST (RFT) S.A. SPF" (la Société).

La Société peut avoir un associé unique ou plusieurs actionnaires (l'Associé Unique ou les Actionnaires). La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique où des associés.

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, estime que des développements ou des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il peut transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise, nonobstant le transfert provisoire du siège de la Société.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des Actionnaires (l'Assemblée Générale) statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 11 ci-après.

Art. 4. Objet social. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers, y compris, mais sans limitation à, des actions, obligations, espèces, dépôts, certificats, options et matières premières.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit Elle peut émettre des titres de créance, des obligations (y compris des obligations participatives), des certificats, des actions, des parts bénéficiaires, des warrants et tout autre type de titre obligataire ou de participation.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière, des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La Société n'aura aucune activité commerciale, et ne sera pas impliquée dans la gestion des sociétés dans lesquelles elle détient des actions ou parts sociales.

La Société est soumise à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à un million d'euros (1.000.000,-EUR) représenté par 100 (cent) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de dix mille (10.000,-EUR) chacune.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'article 11 ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions de la Société sont nominatives.

Un registre de(s) Actionnaire(s) est tenu au siège social où il peut être consulté par tout Actionnaire. Ce registre contient le nom de tout Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts des actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions est établie par inscription dans ledit registre.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Dans le cas où une action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits y attachés jusqu'au moment où une personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle est appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lequel les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, et jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Obligations. Les obligations émises par la Société sous forme nominative ne peuvent, en aucun cas, être converties en obligations au porteur.

Art. 9. Pouvoirs de l'Assemblée Générale de la Société. Aussi longtemps que la Société n'a qu'un Associé Unique, l'Associé Unique a tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un Associé Unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de résolutions.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Actionnaires, toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 10. Assemblée Générale annuelle des Actionnaires – Autres assemblées. L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, le troisième vendredi du mois d'Avril de chaque année à 11 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées d'Actionnaires de la Société peuvent se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation.

Tout Actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à la réunion.

Art. 11. Délais de convocation, Quorum, Avis de convocation, Procurations et Vote. Les délais de convocation et quorum requis par la loi sont applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Une Assemblée Générale peut être convoquée par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique, selon le cas, ou par le commissaire aux comptes ou, si des circonstances exceptionnelles le requiert, un administrateur avec un pouvoir de signature A ou deux administrateurs avec un pouvoir de signature B agissant conjointement. Ils sont obligés de la convoquer de façon qu'elle soit tenue dans le délai d'un mois, lorsque des Actionnaires représentant le dixième du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour. Un ou plusieurs Actionnaires représentant au moins un dixième du capital social souscrit peuvent demander l'inscription d'un ou de plusieurs points à l'ordre du jour de toute Assemblée Générale. Cette demande doit être transmise à la Société au moins 5 (cinq) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale concernée.

Toutes les actions de la Société étant nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Cependant, les décisions pour modifier les Statuts peuvent seulement être adoptées par une Assemblée Générale représentant au moins la moitié du capital social et pour laquelle l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées, et le cas échéant, le texte de celles qui touchent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'Assemblée Générale dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées lors de l'Assemblée Générale concernée. Les voix attachées aux actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Le changement de la nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et des obligataires.

Chaque Actionnaire peut prendre part à toute Assemblée Générale en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), une autre personne comme mandataire, Actionnaire ou non.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci peut être tenue sans convocation préalable.

Les Actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un formulaire) sur les résolutions soumises à l'Assemblée Générale à condition que les formulaires indiquent (i) les nom, prénom, adresse et signature de l'Actionnaire concerné, (ii) l'indication des actions pour lesquelles l'Actionnaire exerce son droit, (iii) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (iv) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque point à l'agenda. Les formulaires originaux devront être envoyés à la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale concernée pour être pris en compte.

Le Président du Conseil d'Administration préside l'Assemblée Générale. Si le Président du Conseil d'Administration n'est pas présent en personne, les Actionnaires élisent un Président pro tempore pour l'Assemblée Générale en question. Le Président nomme un secrétaire et les Actionnaires nomment un scrutateur. Le Président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'Assemblée Générale.

Les procès-verbaux des réunions de l'Assemblée Générale sont signés par les membres du bureau de l'Assemblée Générale et par tout Actionnaire le souhaite.

Cependant, si les décisions de l'Assemblée Générale doivent être certifiées, des copies ou extraits à utiliser devant un tribunal ou autre part doivent être signés par le Président du Conseil d'Administration.

Art. 12. Administration. Tant que la Société n'a qu'un Associé Unique, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique qui n'a pas besoin d'être l'Associé Unique de la Société. Si la Société a plus d'un Actionnaire, la Société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois administrateurs, lesquels ne sont pas nécessairement Actionnaires de la Société. L'Administrateur Unique et les administrateurs sont élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils sont rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner une personne physique en tant que représentant permanent qui la représentera comme Administrateur Unique ou Administrateur de la Société, conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915).

Lorsque la Société est gérée par un Conseil d'Administration, chaque administrateur aura soit un pouvoir de signature A soit un pouvoir de signature B.

Le(s) administrateur(s) sont élus par l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale détermine également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 13. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président préside toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, les autres membres du Conseil d'Administration ou de l'Assemblée Générale, le cas échéant, nomment un Président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs ou Actionnaires présents ou représentés à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration sont convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration est donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence sont mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés lors de la réunion du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise). Une convocation spéciale n'est pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à l'heure et au lieu prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Un administrateur peut représenter plus d'un autre administrateur, à condition que deux administrateurs au moins soient physiquement présents à la réunion. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de cette réunion du Conseil d'Administration.

En cas de parité des votes, la voix du Président de la réunion est prépondérante.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre les autres participants et leur parler (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer et la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil d'Administration tenue par ces moyens de communication est réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire quand les circonstances le requiert. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration. La date d'une telle décision est la date de la dernière signature.

L'article 13 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 14. Procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique sont inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par le Président ou un autre membre du Conseil d'Administration qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique sont signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou l'Administrateur Unique (le cas échéant).

Art. 15. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir ou faire accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas.

Art. 16. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, peut nommer un délégué à la gestion journalière, Actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui a les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, peut nommer une personne, Actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent pour toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration d'une telle entité.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 17. Signatures autorisées. La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la seule signature d'un administrateur avec un pouvoir de signature A, (ii) la signature conjointe de deux membres du Conseil d'Administration, ou (iii) la signature de l'Administrateur Unique en présence d'un Administrateur Unique. La Société est engagée en plus par la signature conjointe de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites de ce pouvoir. Dans les limites de la gestion journalière, la Société sera engagée par la seule signature, le cas échéant, de la personne nommée à cet effet conformément au premier paragraphe de l'article 16 ci-dessus.

Art. 18. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt dans une telle société ou entité, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait d'une manière ou d'une autre en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel et contraire et il ne participera pas aux délibérations et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; un rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas à un Administrateur Unique.

Tant que la Société est administrée par un Administrateur Unique, des procès-verbaux devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société et ces procès-verbaux sont présentés à la prochaine Assemblée Générale.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre des affaires courantes de la Société conclues à des conditions normales.

Art. 19. Indemnisation. La Société peut indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoir et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est un administrateur ou fondé de pouvoir de la Société ou, à sa requête, de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable de négligence grave ou de mauvaise gestion.

En cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il a droit.

Art. 20. Commissaire(s) aux comptes. Les opérations de la Société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou, dans les cas prévus par la loi, par un réviseur d'entreprises externe et indépendant. Le commissaire aux comptes est élu pour une période n'excédant pas six ans et il est rééligible.

Le(s) commissaire(s) aux comptes est (sont) nommé(s) par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Le(s) commissaire(s) aux comptes en fonction peut (peuvent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, dresse les comptes annuels de la Société dans la forme requise par la Loi de 1915.

Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas, soumet au plus tard un mois avant l'Assemblée Générale annuelle le bilan et le compte de profits et pertes ensemble avec son rapport et les documents afférents tels que prescrits par la loi, à l'examen du (des) commissaire(s) aux comptes, qui rédige(nt) sur cette base son (leur) rapport de révision.

Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique, selon le cas, le rapport du/des commissaire(s) aux comptes, ainsi que tous les autres documents requis par la loi, sont déposés au siège social de la Société au moins 15 (quinze) jours avant l'Assemblée Générale annuelle pour consultation par les Actionnaires durant les heures de bureau ordinaires.

Art. 23. Affectation des bénéfices. Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 ci-dessus et deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en-dessous de ce seuil de 10% (dix pour cent).

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et elle pourra décider de payer périodiquement des dividendes, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société et dans les limites de la Loi de 1915.

Les dividendes peuvent être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, par l'Administrateur Unique et ils peuvent être payés au lieu et au moment choisis par le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, selon le cas.

Art. 24. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 11 ci-dessus. En cas de dissolution de la Société, un ou plusieurs liquidateurs (des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale décidant de cette liquidation, procéderont à la liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 25. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les cents (100) actions ont toutes été souscrites par l'actionnaire unique Mr Hassan RASSOULI, prénommé, et ont été entièrement libérées en numéraire à raison de cent pour cent (100%), de sorte que la somme de un million d'euros (1.000.000,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations ou toute autre charge qui seront supportés par la Société au titre de sa constitution, sont estimés à deux mille cinq cents euros (2.500,-EUR).

Assemblée générale des actionnaires

Les actionnaires, représentant l'entière du capital souscrit et s'estimant valablement convoqués, se sont immédiatement réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

- 1.- Les personnes suivantes sont nommées administrateurs du conseil d'administration, leurs mandats expirant à la date de l'assemblée générale devant se tenir en 2018:

Administrateurs avec un pouvoir de signature A:

- Mr Gholamhassan HAJIRASOULI, prénommé, né le 3 avril 1952 à AHWAZ (Iran) demeurant à P.O box 4135 SHARJAH (Émirats Arabes Unis);
- Mme Rowshi SANGI, épouse RASSOULI, prénommée, née le 22 août 1958 à HAMADAN (Iran), demeurant à P.O box 4135 SHARJAH (Émirats Arabes Unis);

Administrateurs avec un pouvoir de signature B:

- M. Jacques-Yves HENCKES, avocat, né le 12 octobre 1945 à Luxembourg, demeurant au 35, rue Mathias Hertert L-1729 Luxembourg;
- Mme Birgit FUHRMANN, chargée de cours, née le 30 août 1963 à Bielefeld (Allemagne), demeurant à 4 Beim Antonskraeiz L-8116 Bridel;

- 2.- Est nommé commissaire aux comptes de la Société, son mandat expirant à la date de l'assemblée générale devant se tenir en 2018: "PKF WEBER & BONTEMPS SA", société anonyme, registre de commerce numéro B0135187, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, Place de Nancy,

- 3.- La Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur avec un pouvoir de signature A et celle d'un administrateur avec pouvoir de signature B, avec pouvoir de délégation réciproque.

- 4.- Le siège de la Société est fixé au 4, rue de l'Avenir, L-1147 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. HAJIRASOULI, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2012. Relation: LAC/2012/57656. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg

Luxembourg, le 2 janvier 2013.

Référence de publication: 2013003406/632.

(130002554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2013.

LinLux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 128.506.

DISSOLUTION

In the year two thousand and twelve, on the seventeenth day of December,
Before us Maître Paul BETTINGEN, a civil law notary residing in Niederanven.

There appeared:

OCCAM I, an investment fund incorporated under the laws of France, having its registered office at 5, rue Daunou, F-75002, Paris, inscribed with the Register of Companies of Paris under number 454012600, acting through its manager company Bryan Garnier Principal Investment S.A.S. a French company incorporated and existing under the laws of France, having its registered office 26 avenue des Champs Elysées, F-75008 Paris, registered with the Trade and Companies' register in Paris under the number B 454 012 600 (hereafter mentioned as "the Sole Partner"), here represented by Radia Taddart, residing professionally in L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes, by virtue of a power of attorney, given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the person appearing and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

1- That LINLUX S. à r.l., a société à responsabilité limitée under Luxembourg law having its registered office in L-1728 Luxembourg, 14, rue du the undersigned notary on 10 May 2007 published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 1474 of 17 July 2007 (the "Company");

2- That the capital of the Company is fixed at four hundred and fifty thousand euros (EUR 450,000.-) represented by four hundred and fifty (450) shares with a par value of one thousand euros (EUR 1,000.-) each.

3- That Sole Partner is the owner of all the Company's shares and pronounces hereby the anticipated dissolution of the Company with immediate effect and puts it into liquidation and designates Korely International S.A. as liquidator of the Company, with had office in Calle Aquilino de la Guardia 8, Panama.

4- That Sole Partner states to fix at once the second and the third general meetings in accordance with article 151 of the law of August 10, 1915, concerning the commercial companies and to immediately hold them one after the other;

5- That the Sole Partner states to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial situation of the Company and requests the notary to enact his declaration that all the liabilities of the Company have been paid and that the liabilities in relation of the closing of the liquidation have been duly accounted for; furthermore that with respect to possible liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, the Sole Partner irrevocably undertakes to pay all such possible liabilities; that as a consequence of the above all the liabilities of the Company are paid; that remaining assets, if any are allotted to the Sole Partner.

The report of the liquidator after having been signed "*ne varietur*" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities;

6- That the Sole Partner designates as liquidation auditor Audit & Consulting Services S.à r.l., with registered office at 9-11 rue de Louvigny, L-1946 Luxembourg and the mission entrusts to it with a report on liquidation management, B151342.

7.- That after having taken knowledge of the report dated December 17th, 2012, the Sole Partner accepts the conclusions of the liquidation auditor's report, approves the liquidation accounts and gives full discharge, without reserve nor fore for-mentioned restriction to Audit & Consulting S.à r.l., prenamed, for its work of supervision carried out this day.

The report of the liquidation auditor after having been signed "*ne varietur*" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities;

8.- The Sole Partner, acting in third assembly, pronounces the closing of the liquidation and states that the Company has definitively ceased existing.

9.- That full and whole discharge is given to the manager(s) and the liquidator of the Company.

10.- That the books and documents of the Company shall be deposited during five years at 14 rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg

For the publications and deposits to be made, all capacities are conferred to the carrier of a forwarding of present.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil douze, le dix-septième jour de décembre.

Pardevant, Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A COMPARU:

OCCAM I, un fonds d'investissement de droit français, ayant son siège au 5, rue Daunou, F-75002 Paris, inscrit auprès du Registre de Commerce de Paris sous le numéro 454012600, agissant par l'intermédiaire de son gérant Bryan Garnier

Principal Investment S.A.S., une société Française, constituée et existant en vertu des lois Françaises, ayant son siège social au 26 avenue des Champs Elysées, F-75008 Paris, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 454 012 600 (ci-après "l'Associé Unique"), ici représenté par Radia Taddrart, demeurant professionnellement à L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après signature ne varietur par le représentant de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit

1- que la société à responsabilité limitée LINLUX S. à r.l., ayant son siège social à L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes, RCS Luxembourg B numéro 128506, a été constituée suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné, en date du 10 mai 2007 publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1474 du 17 juillet 2007 (la "Société");

2- que le capital social de la Société s'élève actuellement à quatre cent cinquante mille euros (EUR 450.000,-) représenté par quatre cent cinquante (450) parts sociales, d'une valeur de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

3- que l'Associé Unique, étant la seule propriétaire des parts sociales dont s'agit, prononce par la présente la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation et désigne Korely International S.A. en qualité de liquidateur de la Société, avec siège social au Calle Aquilino de la Guardia, 8, Panama.

4- que l'Associé Unique déclare fixer à tout de suite les deuxième et troisième assemblées conformément à l'article 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et les tenir immédiatement l'une après l'autre.

5- que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la société et requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre l'Associé Unique déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la dite Société est réglé; que l'actif éventuel restant est réparti à l'Associé Unique .

Le rapport sur la liquidation, après avoir été signée "ne varietur" par la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

6- que l'Associé Unique nomme Audit & Consulting S.à r.l. en qualité de commissaire à la liquidation et lui confie la mission de faire le rapport sur la gestion de la liquidation avec siège social à L-1946 Luxembourg, 9-11, Rue de Louvigny, B151342.

7- qu'après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, l'Associé Unique en adopte les conclusions, approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à Audit & Consulting S.à r.l., prénommée, pour ses travaux de vérification effectués ce jour.

Le rapport du commissaire à la liquidation après avoir été signée "ne varietur" par la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte avec lequel il sera enregistré.

8- que l'Associé Unique constitué en troisième assemblée, prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

9- que décharge pleine et entière est donnée au(x) gérant(s) et au liquidateur de la Société pour l'exercice de leur mandat.

10- que les livres et documents de la Société seront déposés pendant cinq ans au 14 rue du Marché aux Herbes, L-1728 Luxembourg.

Pour les publications et dépôts à faire, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la personne comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Radia Taddrart, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 20 décembre 2012. LAC / 2012 / 61427. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007897/118.

(130008974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Pradera Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 86.621.

Commercial Investment Alicante S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 80.230.

Commercial Investment Aljarafe Sevilla S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 78.149.

Commercial Investment Cadiz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 78.105.

Commercial Investment Cordoba S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 76.875.

Commercial Investment El Manar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 101.982.

Développement La Valenciana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 108.175.

Commercial Investment Manregalery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 78.106.

Commercial Investment Terragalery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 78.107.

—
In the year two thousand twelve, on the twenty-first day of December

Before us, Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

(1) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Pradera Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-86.621 and incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, of 5 February 2002, published in the Mémorial C number 950 of 2 June 2002, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 13 October 2011, published in the Mémorial C number 2642 of 31 October 2011,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Absorbing Company dated 7 November 2012.

(2) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Alicante S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-80 230 and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary then residing in Luxembourg, of 29 December 2000, published in the Mémorial C number 689 of 29 August 2001, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 94 of 14 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the First Absorbed Company dated 7 November 2012.

(3) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Aljarafe Sevilla S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-78 149 and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary then residing in Luxembourg, of 29 September 2000, published in the Mémorial C number 219 of 24 March 2001, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 74 of 11 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Second Absorbed Company dated 7 November 2012.

(4) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Cadiz S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-78 105 and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of 29 September 2000, published in the Mémorial C number 207 of 19 March 2001, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 88 of 12 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Third Absorbed Company dated 7 November 2012.

(5) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Cordoba S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-76 875 and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of 4 July 2000, published in the Mémorial C number 596 of 21 August 2000, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 79 of 11 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Fourth Absorbed Company dated 7 November 2012.

(6) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment El Manar S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-101 982 and incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 12 July 2004, published in the Mémorial C number 1006 of 8 October 2004, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 76 of 11 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Fifth Absorbed Company dated 7 November 2012.

(7) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Developpement La Valenciana S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-108 175 and incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 3 May 2005, published in the Mémorial C number 997 of 6 October 2005, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 5 of 3 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Sixth Absorbed Company dated 7 November 2012.

(8) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Manregalery S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-78 106 and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of 29 September 2000, published in the Mémorial C number 213 of 21 March 2001, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 77 of 11 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Seventh Absorbed Company dated 7 November 2012.

(9) Ms Hélène Grine, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Managers of Commercial Investment Terragallery S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-78 107 and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of 29 September 2000, published in the Mémorial C number 213 of 21 March 2001, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, of 15 November 2007, published in the Mémorial C number 5 of 3 January 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Managers of the Eighth Absorbed Company dated 7 November 2012.

The First Absorbed Company, the Second Absorbed Company, the Third, the Fourth, the Fifth, the Sixth, the Seventh and the Eighth Absorbed Company together being referred to as the "Absorbed Companies").

Copies of the excerpts of the relevant Board of Managers' resolutions, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

Said appearing person, acting in such capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

- that in accordance with the joint merger proposal in notarial form recorded in a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, acting in replacement of the undersigned notary Gérard LECUIT on 13 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2805 of 20 November 2012 (the "Joint Merger Proposal"), the Absorbing Company, as absorbing company and each of the Absorbed Companies, as absorbed companies, proposed to merge under the procedure of a simplified merger by absorption provided for under articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Merger");

- that no shareholder of the Absorbing Company required, during the period of one (1) month following the publication of the Joint Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, to be convened in order to resolve on the approval of the Merger;

- that the Absorbing Company and the Absorbed Companies consequently acknowledge that the Merger becomes effective on the date hereof, being more than one calendar month after the day of publication of the Joint Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and that the Merger entails ipso jure the universal transfer of all assets and liabilities of each of the Absorbed Companies to the Absorbing Company on the date hereof;

- that for accounting purposes, the merger shall be deemed effective as from 1 January 2012;

- that as a result of the Merger, each of the Absorbed Companies have been dissolved without liquidation, the shares of each of the Absorbed Companies have been cancelled and the books and documents of each of the Absorbed Companies are kept during the legal period (five (5) years) at the registered office of the Absorbing Company: 33, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- that as a result at the specific request of the Board of Managers of the Merging companies and in accordance with the Section 96 of the Royal Decree 4/2004, of March 5, on the Spanish Corporate Income Tax ("CIT Law"), the notary has been requested only for the purposes of Spanish law and from a Spanish point of view, to record that the Merging Companies have agreed that the special tax regime regulated under the Directive 90/434/EEC of July 23, which has been implemented in Spain in Chapter VIII, Title VII of the CIT Law, will be applicable to the Merger. For this purpose, and as provided in the Section 96 of the CIT Law, the Absorbing Company will submit on time the corresponding special tax regime option communication before the Spanish Ministry of Economy and Finance.

- that as a result of the Merger, the Absorbing Company is persisting as legal entity;

- that on the day of publication of this deed in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Merger will become effective vis-à-vis third parties.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing person and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with his notary this original deed.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-et-un décembre.

Par-devant nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

(1) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Pradera Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-86.621 (ci-après la «Société Absorbante») et constituée suivant un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem, en date du 5 février 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 950 du 2 juin 2002, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 13 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2642 du 31 octobre 2011,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 7 Novembre 2012.

(2) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Alicante S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-80 230 (ci-après la «Première Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 29 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 689 du 29 août 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 94 du 14 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Première Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(3) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Aljarafe Sevilla S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-78 149 (ci-après la «Deuxième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 29 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 219 du 24 mars 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 74 du 11 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Deuxième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(4) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Cadiz S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-78 105 (ci-après la «Troisième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 29 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 207 du 19 mars 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 88 du 12 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Troisième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(5) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Cordoba S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-76 875 (ci-après la «Quatrième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 4 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 596 du 21 août 2000, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 79 du 11 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Quatrième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(6) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment El Manar S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-101 982 (ci-après la «Cinquième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 12 juillet 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1006 du 8 octobre 2004, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 76 du 11 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Cinquième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(7) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Développement La Valenciana S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-108 175 (ci-après la «Sixième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 3 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 997 du 6 octobre 2005, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 5 du 3 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Sixième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(8) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Maregalery S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-78 106 (ci-après la «Septième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 29 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 213 du 21 mars 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 77 du 11 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Septième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

(9) Madame Hélène Grine, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant pour le compte du conseil de gérance de Commercial Investment Terragalery S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 33, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-78 107 (ci-après la «Huitième Société Absorbée») et constituée suivant un acte de Maître Frank Baden, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 29 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 213 du 21 mars 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire, résidant à Luxembourg en date du 15 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 5 du 3 janvier 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil de gérance de la Huitième Société Absorbée en date du 7 Novembre 2012.

La Première Société Absorbée, la Deuxième Société Absorbée, la Troisième Société Absorbée, la Quatrième Société Absorbée, la Cinquième Société Absorbée, la Sixième Société Absorbée, la Septième Société Absorbée et la Huitième Société Absorbée sont désignées ci-après comme étant les «Sociétés Absorbées».

Les copies des extraits des décisions desdits conseil de gérance, après avoir été signés ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné d'acter les déclarations et constatations suivantes:

- que conformément au projet commun de fusion établi sous forme notariée suivant acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, agissant en remplacement du notaire Gérard LECUIT soussigné en date du 13 novembre 2012, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2805 du 20 novembre 2012 (le «Projet Commun de Fusion»), la Société Absorbante, en tant que société absorbante, et les Sociétés Absorbées, en tant que sociétés absorbées, ont projeté de fusionner conformément à la procédure de fusion par absorption simplifiée régie par les articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Fusion»);

- qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'a requis, pendant une période d'un (1) mois suivant la publication du Projet Commun de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations qu'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante soit convoquée en vue de se prononcer sur l'approbation de la Fusion;

- que la Société Absorbante et les Sociétés Absorbées constatent que la Fusion devient effective à la date des présentes qui est plus d'un (1) mois après le jour de la publication du Projet Commun de Fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et que la Fusion entraîne de plein droit la transmission universelle de l'ensemble du patrimoine actif et passif de chaque Société Absorbée à la Société Absorbante à la date des présentes;

- que d'un point de vue comptable la fusion est réputée effective à partir du 1^{er} janvier 2012;

- que suite à la Fusion, les Sociétés Absorbées ont été dissoutes sans liquidation, les actions des Sociétés Absorbées ont été annulées et les livres et documents de chaque Société Absorbée sont conservés pendant la période légale de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante: 33, avenue de la Liberté L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- que suite à la Fusion, la Société Absorbante continue d'exister en tant que personne morale,

- que sur demande spécifique du conseil de gérance des Sociétés Fusionnantes et conformément à la Section 96 du Décret Royal 4/2004, du 5 mars, sur l'Impôt sur les Sociétés espagnol («Loi IS»), il a été demandé au notaire d'instrumenter, pour des besoins uniquement liés au droit espagnol, que les Sociétés Fusionnantes ont opté pour l'application à la Fusion

le régime fiscal spécial régi par la Directive 90/434/EEC du 23 juillet, qui a été transposée en Espagne dans le Chapitre VIII, Titre VII de la Loi IS. Dans ce contexte, et tel que prévu par la Section 96 de la Loi IS, la Société Absorbante soumettra dans les délais prévus la notification de l'option pour le régime fiscal spécial auprès du Ministère de l'Economie et des Finances;

- que le jour de publication du présent acte dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la Fusion deviendra effective vis-à-vis des tiers.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande de la comparante et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: H. GRINE, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 décembre 2012. Relation: LAC/2012/62502. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 janvier 2013.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2013006531/307.

(130006909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2013.

Ashmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 90.279.

Ashmore Turkish Debt Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 174.135.

—
JOINT MERGER PLAN

for a merger between

ASHMORE SICAV

Société d'investissement à capital variable

R.C.S. Luxembourg B: 90.279

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

(the "Absorbing Company")

and

ASHMORE TURKISH DEBT FUND (formerly known as Ashmore Turkish Debt Fund Limited)

Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

In the process of being registered with the Luxembourg R.C.S.

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

(the "Absorbed Company")

This joint merger plan (the "Merger Plan") has been prepared by the board of directors of the Absorbed Company and the board of directors of the Absorbing Company for the purpose of a merger of the Absorbed Company into Ashmore SICAV Turkish Debt Fund, a newly created sub-fund (the "Absorbing Sub-Fund") of the Absorbing Company (the "Merger"), in accordance with:

(i) the amended Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law"); and

(ii) the terms and conditions included in this Merger Plan.

With reference to Article 261 of the 1915 Law it has been agreed between the board of directors of the Absorbing Company and the board of directors of the Absorbed Company as follows:

1. The merging companies' names, Form and Registered office.

1.1 The Absorbing Company

1.1.1 The Absorbing Company is a Luxembourg société d'investissement à capital variable having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg under the name "AHMORE SICAV".

1.1.2 The Absorbing Company is duly authorised in Luxembourg as an umbrella UCITS under Part I of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment.

1.1.3 After completion of the Merger the Absorbing Company shall continue to have its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

1.1.4 The Absorbed Company will be merged into the Absorbing Sub-Fund of the Absorbing Company.

1.2 The Absorbed Company

1.2.1 The Absorbed Company is a Luxembourg société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The name of the Absorbed Company is ASHMORE TURKISH DEBT FUND.

1.2.2 The Absorbed Company is duly authorised in Luxembourg under the amended Luxembourg law of 13 February 2007 on specialized investment funds.

2. Regulatory matters and Conditions. The Merger has been approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF").

3. Background and Rationale of the proposed Merger.

3.1 The board of directors of the Absorbed Company has decided to propose the extraordinary general meeting of shareholders of the Absorbed Company to merge the Absorbed Company into the Absorbing Sub-Fund as a matter of economic rationalisation. Furthermore, the board of directors of the Absorbed Company is convinced that the implementation of this operation is in the best interest of the shareholders who will accordingly benefit from the Absorbing Company's global institutional brand and reputation of expertise in investing in emerging markets.

3.2 The Merger will be effected by the absorption of all assets and liabilities of the Absorbed Company by the Absorbing Sub-Fund on the Effective Date.

3.3 While offering investment objectives and policies, and a costs and fees structure very similar to those of the Absorbed Company, the Absorbing Sub-Fund will furthermore offer shareholders the advantage of a larger distribution network (via the European passport for cross-border distribution), a greater liquidity, as well as the regulatory protection of UCITS products.

3.4 In respect to the Absorbing Company, the Merger has been proposed in order to increase its investment capacities and develop its investment management business in Turkey.

4. Composition of the Board of Directors of the Absorbing Company. No changes in the composition of the board of Directors of the Absorbing Company are intended as a result of the Merger.

5. Expected impact of the proposed Merger on the shareholders of the Absorbed Company and on the Absorbing Sub-Fund.

5.1 The proposed Merger will not substantially change the way the Absorbed Company's assets are managed and allocated. There will be no material change in the fees charged by the Absorbing Sub-Fund following completion of the Merger. The main change will be daily pricing and dealing allowing shareholders greater liquidity.

5.2 The proposed Merger should have no negative impact on the shareholders of the Absorbed Company.

5.3 As of the Effective Date, all assets and liabilities of the Absorbed Company, valued in accordance with the principles laid down below, will become assets and liabilities of the Absorbing Sub-Fund. The Absorbed Company will then cease to exist. The shares of the Absorbed Company will be automatically converted into shares of the Absorbing Sub-Fund, as further described below. Shareholders who continue to hold their shares in the Absorbed Company at the end of the Merger will become shareholders of the Absorbing Sub-Fund.

5.4 In order to implement the procedures needed for the Merger in an orderly and timely manner, the board of directors of the Absorbed Company has decided that no subscription in the Absorbed Company will be allowed until the Effective Date.

5.5 The Merger being effected by the absorption of the Absorbed Company by a new sub-fund of the Absorbing Company, none of the shareholders in the Absorbing Company will be affected by the Merger.

5.6 No subscription fee will be levied within the Absorbing Sub-Fund as a result of the Merger.

6. Remuneration for the shares in the Absorbing Company.

6.1 The Absorbing Company will issue to the benefit of the shareholders in the Absorbed Company, shares in the following class of the Absorbing Sub-Fund:

Absorbed Company	Class	Absorbing Sub-Fund	Class
ASHMORE TURKISH DEBT FUND	Class A (USD)	ASHMORE SICAV TURKISH DEBT FUND	Institutional Class Shares USD

6.2 All new shares in the Absorbing Company will be issued in registered form. The registrar and transfer agent of the Absorbing Company will allocate the new shares to the former shareholders of the Absorbed Company on the basis of data contained in the register of shareholders of the Absorbed Company on the Effective Date.

The valuation of the assets and liabilities of the Absorbed Company which will be transferred to the Absorbing Sub-Fund resulting from the Merger has been done as of 31 October 2012 by using the following methods:

(1) The assets and liabilities of the Absorbed Company will be valued on the basis of the net asset value of these assets as calculated in accordance with the valuation principles set forth in the Absorbed Company's articles of incorporation and prospectus.

(2) The price of the shares of the new Institutional Class Shares USD of the Absorbing Sub-Fund to be issued will be determined on the basis of the net asset value per share of the Absorbed Company. Therefore the number of shares issued in such Class will be the same as the number of shares in issue of the Absorbed Company. Therefore the exchange ratio will be one share of the Absorbed Company against one share of the Absorbing Sub-Fund.

6.3 Each shareholder in the Absorbed Company will receive a notification confirming (i) that the Merger has been carried out and (ii) the number of shares of the corresponding class of shares of the Absorbing Sub-Fund that they hold after the Merger.

7. Right to receive dividends. The newly-issued shares in the Absorbing Sub-Fund shall be entitled to any distribution made as of the Effective Date.

8. Accounting Effect.

8.1 The accounting year of each of the merging companies coincides with the calendar year.

8.2 As of the Effective Date, all operations and transactions of the Absorbed Company shall be considered for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

8.3 As of the Effective Date, the Absorbed Company's assets and liabilities as well as any other rights and obligations shall pass to the Absorbing Sub-Fund for accounting purposes, and all outstanding liabilities of the Absorbed Company existing, contingent, or otherwise, are assumed by the Absorbing Sub-Fund.

9. Special Rights.

9.1 The Absorbing Company will not as a result of the Merger issue shares or other forms of securities granting special rights.

9.2 Creditors of the merging companies may exercise their rights in accordance with article 268 of the 1915 Law.

9.3 Creditors concerned by the Merger and having questions in relation thereto and their claims may address such questions in writing to the following addressees:

ASHMORE TURKISH DEBT FUND

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

and

ASHMORE SICAV

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

9.4 At the addresses set out in Section 9.3 above, creditors may also obtain, upon written request and free of charge, all necessary information and documentation pertaining to the Merger.

10. Independent auditors. In accordance with the provisions of Section 266(1) of the 1915 Law, the terms of Merger will be examined by independent auditors which will draw up reports with regard thereto. A copy of the report of the auditor will be available on request and free of charge at the registered offices of the merging companies.

11. Special Advantages. No special advantages were or shall be granted in connection with the Merger to the members of the boards of directors of the Absorbing Company and the Absorbed Company, the auditors of the Absorbing Company and the Absorbed Company, the experts and advisers of the Absorbed Company and Absorbing Company, or any other person or entity.

12. Completion of the Merger. The Merger shall become effective and final between the merging companies and vis-à-vis third parties upon publication of the notarial deed recording the decision to complete the Merger as contemplated by this Merger Plan in accordance with the provisions of Article 9 of the 1915 Law (the "Effective Date").

13. Documents available for the shareholders.

13.1 The following documents are available at the registered offices of the merging companies not later than one month before the final resolutions to merge the merging companies are passed:

(i) this Merger Plan;

(ii) the annual reports for the Absorbing Company for the periods (i) 1 January 2009 - 31 December 2009, (ii) 1 January 2010 - 31 December 2010 and (iii) 1 January 2011 - 31 December 2011;

(iii) the annual reports for the Absorbed Company for (i) the year ended 31 August 2009, (ii) the year ended 31 August 2010, and (iii) the year ended 31 August 2011;

(iv) the interim financial statements of the Absorbing Company as at 30 June 2012;

(v) the unsigned version of the annual reports for the Absorbed Company for the year ended 31 August 2012;

(vi) the board reports prepared by the board of directors of each of the merging companies;

(vii) reports of the independent auditors prepared in accordance with article 266(1) of the 1915 Law; and

(viii) the prospectus of the Absorbing Company which includes the Absorbing Sub-Fund's appendix;

(ix) the key investor information document of the Absorbing Sub-Fund.

13.2 Shareholders of the merging companies may obtain, upon request and free of charge, copies of the above-listed documents.

14. Costs. All costs associated with the Merger shall be paid by the Absorbing Company.

15. General.

15.1 Headings: The headings used in this agreement are for convenience of reference only and are not to affect the construction of or to be taken into consideration in interpreting this agreement.

15.2 Governing law. The effects of the Merger shall be governed by the law of the Grand-Duchy of Luxembourg. All legal and other disputes arising out of or in connection with the Merger, including disputes about its validity, shall, to the extent legally permitted, be exclusively settled by the courts of the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Luxembourg, 10 January 2013.

ASHMORE SICAV

For the Board of Directors

Claude Kremer

Director

ASHMORE TURKISH DEBT FUND

For the Board of Directors

Claude Kremer

Director

Follows the french translation; in case of divergence between the english and the french text, the english version shall prevail.

PROJET COMMUN DE FUSION

pour une fusion entre

ASHMORE SICAV

Société d'investissement à capital variable

R.C.S. Luxembourg B: 90.279

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand-duché du Luxembourg

(la "Société Absorbante")

et

ASHMORE TURKISH DEBT FUND (anciennement connu sous le nom d'Ashmore Turkish Debt Fund Limited)

Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

En cours d'enregistrement au R.C.S. de Luxembourg

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand-duché du Luxembourg

(la "Société Absorbée")

Ce projet commun de fusion (le "Projet Commun de Fusion") a été préparé par le conseil d'administration de la Société Absorbée et celui de la Société Absorbante en vue de fusionner la Société Absorbée avec Ashmore SICAV Turkish Debt Fund (le "Compartiment Absorbant"), un compartiment nouvellement créé de la Société Absorbante (la "Fusion"), conformément à:

(i) la loi luxembourgeoise du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"); et

(ii) les dispositions et conditions de ce Projet Commun de Fusion.

Suivant les dispositions de l'Article 261 de la Loi de 1915, il a été convenu entre le conseil d'administration de la Société Absorbante et celui de la Société Absorbée ce qui suit:

1. Nom, forme et Siège social des sociétés fusionnantes.

1.1 La Société Absorbante

1.1.1 La Société Absorbante est une société d'investissement à capital variable luxembourgeoise ayant son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, dénommée "ASHMORE SICAV".

1.1.2 La Société Absorbante est dûment autorisée au Luxembourg en tant qu'OPCVM à compartiments multiples de la Partie I de la loi du 17 Décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

1.1.3 Après la réalisation de la Fusion, la Société Absorbante continuera d'avoir son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg.

1.1.4 La Société Absorbée sera fusionnée dans le Compartiment Absorbant de la Société Absorbante.

1.2 La Société Absorbée

1.2.1 La Société Absorbée est une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé - luxembourgeoise ayant son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg. Le nom de la Société Absorbée est ASHMORE TURKISH DEBT FUND.

1.2.2 La Société Absorbée est dûment autorisée au Luxembourg au titre la loi luxembourgeoise du 13 Février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée.

2. Dispositions et Conditions d'ordre réglementaire. La Fusion a été approuvée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF").

3. Contexte et Motivation de la Fusion proposée.

3.1 Le conseil d'administration de la Société Absorbée a décidé de proposer à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbée de fusionner la Société Absorbée dans le Compartiment Absorbant de la Société Absorbante pour des raisons de rationalisation économique. De plus, le conseil d'administration de la Société Absorbée est convaincu que la mise en place de cette opération est dans le meilleur intérêt des actionnaires qui en conséquence bénéficieront du cadre institutionnel global de la Société Absorbante et de sa réputation d'expert dans l'investissement dans les marchés émergents.

3.2 La Fusion sera effectuée par l'absorption de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée par le Compartiment Absorbant à la Date d'Effectivité.

3.3 Alors qu'il offre des objectifs et politiques d'investissement et une structure de coûts et de frais très similaires à ceux de la Société Absorbée, le Compartiment Absorbant, de plus, offrira aux actionnaires les avantages d'un plus grand réseau de distribution (via le passeport européen pour la distribution transfrontalière), d'une plus grande liquidité ainsi que la protection d'ordre réglementaire dont bénéficient les produits OPCVM.

3.4 En ce qui concerne la Société Absorbante, la Fusion a été proposée afin d'augmenter ses capacités d'investissement et de développer ses activités de gestion de placement en Turquie.

4. Composition du Conseil d'Administration de la Société Absorbante. Aucun changement n'est prévu dans la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante à l'issue de la Fusion.

5. Impact attendu de la Fusion sur les actionnaires de la Société Absorbée et sur le Compartiment Absorbant.

5.1 La Fusion proposée ne changera pas de manière substantielle la façon dont les actifs de la Société Absorbée sont gérés et alloués. Il n'y aura pas de changement matériel dans les frais imposés par le Compartiment Absorbant suivant la réalisation de la Fusion. Le changement principal sera l'évaluation des prix et la négociation des actions sur base journalière offrant ainsi aux actionnaires une plus grande liquidité.

5.2 La Fusion proposée ne devrait pas avoir d'impact négatif sur les actionnaires de la Société Absorbée.

5.3 À compter de la Date d'Effectivité, tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, évalués conformément aux principes déterminés ci-après, deviendront des actifs et passifs du Compartiment Absorbant. La Société Absorbée cessera alors d'exister. Les actions de la Société Absorbée seront automatiquement converties en actions du Compartiment Absorbant, comme décrit plus en détail ci-dessous. Les actionnaires qui continuent de détenir des actions dans la Société Absorbée à la fin du processus de Fusion deviendront des actionnaires du Compartiment Absorbant.

5.4 Afin de mettre en oeuvre les procédures nécessaires pour la Fusion de manière efficace et ponctuelle, le conseil d'administration de la Société Absorbée a décidé qu'aucune souscription dans la Société Absorbée ne sera permise jusqu'à la Date d'Effectivité.

5.5 La Fusion étant effectuée par l'absorption de la Société Absorbée par un nouveau compartiment de la Société Absorbante, aucun des actionnaires de la Société Absorbante ne sera affecté par la Fusion.

5.6 Aucun frais de souscription ne sera prélevé par le Compartiment Absorbant en raison de la Fusion.

6. Rémunération pour les actions dans la Société Absorbante.

6.1 La Société Absorbante émettra au bénéfice des actionnaires de la Société Absorbée des actions du Compartiment Absorbant de la classe d'actions suivante:

Société Absorbée	Classe	Société Absorbante	Classe
ASHMORE TURKISH DEBT FUND	Class A (USD)	ASHMORE SICAV TURKISH DEBT FUND	Institutional Class Shares USD

6.2 Toutes nouvelles actions dans la Société Absorbante seront émises sous la forme nominative. L'agent de registre et de transfert de la Société Absorbante allouera les nouvelles actions aux anciens actionnaires de la Société Absorbée sur base des données contenues dans le registre des actionnaires de la Société Absorbée à la Date d'Effectivité.

L'évaluation des actifs et passifs de la Société Absorbée qui seront transférés au Compartiment Absorbant suite à la Fusion a été faite au 31 Octobre 2012 en utilisant les méthodes suivantes:

(1) Les actifs et passifs de la Société Absorbée seront évalués sur la base de la valeur nette d'inventaire de ces actifs calculée en conformité avec les règles d'évaluation contenues dans les statuts et le prospectus de la Société Absorbée.

(2) Le prix des actions à émettre dans la nouvelle Classe d'Actions Institutionnelle USD du Compartiment Absorbant sera déterminé sur la base de la valeur nette d'inventaire par action de la Société Absorbée. En conséquence, le nombre d'actions à émettre dans cette Classe sera le même que le nombre d'actions en émission dans la Société Absorbée. En conséquence, le ratio d'échange sera une action de la Société Absorbée contre une action du Compartiment Absorbant.

6.3 Chaque actionnaire dans la Société Absorbée recevra une notification confirmant (i) que la Fusion a été réalisée et (ii) le nombre d'actions de la classe d'actions correspondante qu'ils détiennent dans le Compartiment Absorbant suite à la Fusion.

7. Droit de percevoir des dividendes. Les actions nouvellement émises dans le Compartiment Absorbant donneront droit à toute distribution effectuée à compter de la Date d'Effectivité.

8. Effet comptable.

8.1 L'exercice comptable de chaque société fusionnante coïncide avec l'année civile.

8.2 A compter de la Date d'Effectivité, toutes les opérations et transactions de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables et fiscales, comme effectuées pour le compte de la Société Absorbante.

8.3 A compter de la Date d'Effectivité, les actifs et passifs ainsi que tout autre droit et obligation de la Société Absorbée seront transmis au Compartiment Absorbant à des fins comptables, et tout engagement pendant de la Société Absorbée, existant, contingent ou autre, sera pris en charge par le Compartiment Absorbant.

9. Droits spéciaux.

9.1 La Société Absorbante n'émettra pas d'actions ou d'autres formes de valeurs mobilières assorties de droits spéciaux en raison de la Fusion.

9.2 Les créanciers des sociétés fusionnantes pourront exercer leurs droits conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi de 1915.

9.3 Les créanciers concernés par la Fusion et ayant des questions eu égard à la Fusion ainsi qu'à leurs créances peuvent adresser leurs questions par écrit aux destinataires suivants:

ASHMORE TURKISH DEBT FUND

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duché de Luxembourg

et

ASHMORE SICAV

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duché de Luxembourg

9.4 Les créanciers peuvent également obtenir aux adresses indiquées au point 9.3 ci-avant, sur demande écrite et sans frais, toute information et documentation nécessaire relative à la Fusion.

10. Réviseurs d'entreprises agréés. Conformément aux dispositions de la section 266(1) de la Loi de 1915, les modalités de la Fusion seront examinées par des réviseurs d'entreprises agréés, lesquels établiront des rapports à cet égard. Une copie du rapport du réviseur d'entreprises pourra être obtenue sur demande et sans frais aux sièges sociaux des sociétés fusionnantes.

11. Avantages spéciaux. Aucun avantage spécial n'a été ni ne sera accordé aux membres des conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, aux réviseurs d'entreprises de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, aux experts et conseils de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, ni à toute autre personne ou entité en raison de la Fusion.

12. Réalisation de la Fusion. La Fusion prendra effet et sera considérée comme définitive entre les sociétés fusionnantes et vis-à-vis des tiers à compter de la date de publication de l'acte notarié constatant la décision de réaliser la Fusion, tel

qu'envisagé dans le présent Projet Commun de Fusion, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi de 1915 (la «Date d'Effectivité»).

13. Documents à la disposition des actionnaires.

13.1 Les documents suivants seront disponibles aux sièges sociaux des sociétés fusionnantes au plus tard un mois avant le vote des résolutions finales visant à procéder à la Fusion:

- (i) le présent Projet Commun de Fusion;
- (ii) les rapports annuels de la Société Absorbante pour les périodes (i) du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009, (ii) du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 et (iii) du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011;
- (iii) les rapports annuels de la Société Absorbée pour (i) l'exercice terminé au 31 août 2009, (ii) l'exercice terminé au 31 août 2010 et (iii) l'exercice terminé au 31 août 2011;
- (iv) les états financiers intermédiaires de la Société Absorbante au 30 juin 2012;
- (v) la version non-signée du rapport annuel de la Société Absorbée pour l'exercice terminé au 31 août 2012;
- (vi) les rapports préparés par le conseil d'administration de chaque société fusionnante;
- (vii) les rapports des réviseurs d'entreprises agréés préparés selon les dispositions de l'article 266(1) de la Loi de 1915; et
- (viii) le prospectus de la Société Absorbante reprenant l'annexe du Compartiment Absorbant;
- (ix) le document d'information clé pour l'investisseur (DICI) du Compartiment Absorbant.

13.2 Les actionnaires des sociétés fusionnantes peuvent obtenir, sur demande et sans frais, une copie des documents susmentionnés.

14. Frais. Tous les frais liés à la Fusion seront pris en charge par la Société Absorbante.

15. Dispositions générales.

15.1 Intitulés: les intitulés figurant dans le présent accord sont utilisés uniquement à titre de référence et ne peuvent influencer l'interprétation ou être pris en compte dans l'interprétation du présent accord.

15.2 Droit applicable: les effets de la Fusion tombent sous l'empire du droit luxembourgeois. Tout litige ou autre contentieux découlant de la Fusion ou lié à celle-ci - y compris tout litige quant à sa validité - sera, dans la mesure où cela est autorisé par la loi, soumis aux tribunaux de la ville de Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007565/338.

(130008526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

Ashmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 90.279.

Ashmore Brasil Equity Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 174.106.

JOINT MERGER PLAN

for a merger between

ASHMORE SICAV

Société d'investissement à capital variable

R.C.S. Luxembourg B: 90.279

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

(the "Absorbing Company")

and

ASHMORE BRASIL EQUITY FUND (formerly known as Ashmore Brasil Equity Fund Limited)

Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

In the process of being registered with the Luxembourg R.C.S.

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg
(the "Absorbed Company")

This joint merger plan (the "Merger Plan") has been prepared by the board of directors of the Absorbed Company and the board of directors of the Absorbing Company for the purpose of a merger of the Absorbed Company into Ashmore SICAV Brazil Equity Fund, a newly created sub-fund (the "Absorbing Sub-Fund") of the Absorbing Company (the "Merger"), in accordance with:

- (i) the amended Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law"); and
- (ii) the terms and conditions included in this Merger Plan.

With reference to Article 261 of the 1915 Law it has been agreed between the board of directors of the Absorbing Company and the board of directors of the Absorbed Company as follows:

1. The merging companies' names, Form and Registered office.

1.1 The Absorbing Company

1.1.1 The Absorbing Company is a Luxembourg société d'investissement à capital variable having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg under the name "AHMORE SICAV".

1.1.2 The Absorbing Company is duly authorised in Luxembourg as an umbrella UCITS under Part I of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment.

1.1.3 After completion of the Merger the Absorbing Company shall continue to have its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

1.1.4 The Absorbed Company will be merged into the Absorbing Sub-Fund of the Absorbing Company.

1.2 The Absorbed Company

1.2.1 The Absorbed Company is a Luxembourg société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The name of the Absorbed Company is ASHMORE BRASIL EQUITY FUND.

1.2.2 The Absorbed Company is duly authorised in Luxembourg under the amended Luxembourg law of 13 February 2007 on specialized investment funds.

2. Regulatory matters and Conditions. The Merger has been approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF").

3. Background and rationale of the proposed Merger.

3.1 The board of directors of the Absorbed Company has decided to propose the extraordinary general meeting of shareholders of the Absorbed Company to merge the Absorbed Company into the Absorbing Sub-Fund as a matter of economic rationalisation. Furthermore, the board of directors of the Absorbed Company is convinced that the implementation of this operation is in the best interest of the shareholders who will accordingly benefit from the Absorbing Company's global institutional brand and reputation of expertise in investing in emerging market debt.

3.2 The Merger will be effected by the absorption of all assets and liabilities of the Absorbed Company by the Absorbing Sub-Fund on the Effective Date.

3.3 While offering investment objectives and policies, and a costs and fees structure very similar to those of the Absorbed Company, the Absorbing Sub-Fund will furthermore offer shareholders the advantage of a larger distribution network (via the European passport for cross-border distribution), a greater liquidity, as well as the regulatory protection of UCITS products.

3.4 In respect to the Absorbing Company, the Merger has been proposed in order to increase its investment capacities and develop its investment management business in Brasil.

4. Composition of the Board of Directors of the Absorbing Company. No changes in the composition of the board of Directors of the Absorbing Company are intended as a result of the Merger.

5. Expected impact of the proposed Merger on the shareholders of the Absorbed Company and on the Absorbing Sub-Fund.

5.1 The proposed Merger will not substantially change the way the Absorbed Company's assets are managed and allocated. There will be no material change in the fees charged by the Absorbing Sub-Fund following completion of the Merger. The main change will be daily pricing and dealing allowing shareholders greater liquidity.

5.2 The proposed Merger should have no negative impact on the shareholders of the Absorbed Company.

5.3 As of the Effective Date, all assets and liabilities of the Absorbed Company, valued in accordance with the principles laid down below, will become assets and liabilities of the Absorbing Sub-Fund. The Absorbed Company will then cease to exist. The shares of the Absorbed Company will be automatically converted into shares of the Absorbing Sub-Fund, as further described below. Shareholders who continue to hold their shares in the Absorbed Company at the end of the Merger will become shareholders of the Absorbing Sub-Fund.

5.4 In order to implement the procedures needed for the Merger in an orderly and timely manner, the board of directors of the Absorbed Company has decided that no subscription in the Absorbed Company will be allowed until the Effective Date.

5.5 The Merger being effected by the absorption of the Absorbed Company by a new sub-fund of the Absorbing Company, none of the shareholders in the Absorbing Company will be affected by the Merger.

5.6 No subscription fee will be levied within the Absorbing Sub-Fund as a result of the Merger.

6. Remuneration for the shares in the Absorbing Company.

6.1 The Absorbing Company will issue to the benefit of the shareholders in the Absorbed Company, shares in the following class of the Absorbing Sub-Fund:

Absorbed Company	Class	Absorbing Sub-Fund	Class
ASHMORE BRASIL EQUITY FUND	Class A (USD)	ASHMORE SICAV	Institutional Class
		BRAZIL EQUITY FUND	Shares USD

6.2 All new shares in the Absorbing Company will be issued in registered form. The registrar and transfer agent of the Absorbing Company will allocate the new shares to the former shareholders of the Absorbed Company on the basis of data contained in the register of shareholders of the Absorbed Company on the Effective Date.

The valuation of the assets and liabilities of the Absorbed Company which will be transferred to the Absorbing Sub-Fund resulting from the Merger has been done as of 31 October 2012 by using the following methods:

(1) The assets and liabilities of the Absorbed Company will be valued on the basis of the net asset value of these assets as calculated in accordance with the valuation principles set forth in the Absorbed Company's articles of incorporation and prospectus.

(2) The price of the shares of the new Institutional Class Shares USD of the Absorbing Sub-Fund to be issued will be determined on the basis of the net asset value per share of the Absorbed Company. Therefore the number of shares issued in such Class will be the same as the number of shares in issue of the Absorbed Company. Therefore the exchange ratio will be one share of the Absorbed Company against one share of the Absorbing Sub-Fund.

6.3 Each shareholder in the Absorbed Company will receive a notification confirming (i) that the Merger has been carried out and (ii) the number of shares of the corresponding class of shares of the Absorbing Sub-Fund that they hold after the Merger.

7. Right to receive dividends. The newly-issued shares in the Absorbing Sub-Fund shall be entitled to any distribution made as of the Effective Date.

8. Accounting Effect.

8.1 The accounting year of each of the merging companies coincides with the calendar year.

8.2 As of the Effective Date, all operations and transactions of the Absorbed Company shall be considered for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

8.3 As of the Effective Date, the Absorbed Company's assets and liabilities as well as any other rights and obligations shall pass to the Absorbing Sub-Fund for accounting purposes, and all outstanding liabilities of the Absorbed Company existing, contingent, or otherwise, are assumed by the Absorbing Sub-Fund.

9. Special Rights.

9.1 The Absorbing Company will not as a result of the Merger issue shares or other forms of securities granting special rights.

9.2 Creditors of the merging companies may exercise their rights in accordance with article 268 of the 1915 Law.

9.3 Creditors concerned by the Merger and having questions in relation thereto and their claims may address such questions in writing to the following addressees:

ASHMORE BRASIL EQUITY FUND

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

and

ASHMORE SICAV

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duchy of Luxembourg

9.4 At the addresses set out in Section 9.3 above, creditors may also obtain, upon written request and free of charge, all necessary information and documentation pertaining to the Merger.

10. Independent auditors. In accordance with the provisions of Section 266(1) of the 1915 Law, the terms of Merger will be examined by independent auditors which will draw up reports with regard thereto. A copy of the report of the auditor will be available on request and free of charge at the registered offices of the merging companies.

11. Special Advantages. No special advantages were or shall be granted in connection with the Merger to the members of the boards of directors of the Absorbing Company and the Absorbed Company, the auditors of the Absorbing Company and the Absorbed Company, the experts and advisers of the Absorbed Company and Absorbing Company, or any other person or entity.

12. Completion of the Merger. The Merger shall become effective and final between the merging companies and vis-à-vis third parties upon publication of the notarial deed recording the decision to complete the Merger as contemplated by this Merger Plan in accordance with the provisions of Article 9 of the 1915 Law (the "Effective Date").

13. Documents available for the shareholders.

13.1 The following documents are available at the registered offices of the merging companies not later than one month before the final resolutions to merge the merging companies are passed:

- (i) this Merger Plan;
- (ii) the annual reports for the Absorbing Company for the periods (i) 1 January 2009 - 31 December 2009, (ii) 1 January 2010 - 31 December 2010 and (iii) 1 January 2011 - 31 December 2011;
- (iii) the annual reports for the Absorbed Company for (i) the year ended 30 April 2010, (ii) the year ended 30 April 2011, and (iii) the year ended 30 April 2012;
- (iv) the interim financial statements of the Absorbing Company as at 30 June 2012;
- (v) the board reports prepared by the board of directors of each of the merging companies;
- (vi) reports of the independent auditors prepared in accordance with article 266(1) of the 1915 Law; and
- (vii) the prospectus of the Absorbing Company which includes the Absorbing Sub-Fund's appendix;
- (viii) the key investor information document of the Absorbing Sub-Fund.

13.2 Shareholders of the merging companies may obtain, upon request and free of charge, copies of the above-listed documents.

14. Costs. All costs associated with the Merger shall be paid by the Absorbing Company.

15. General.

15.1 Headings: The headings used in this agreement are for convenience of reference only and are not to affect the construction of or to be taken into consideration in interpreting this agreement.

15.2 Governing law: The effects of the Merger shall be governed by the law of the Grand-Duchy of Luxembourg. All legal and other disputes arising out of or in connection with the Merger, including disputes about its validity, shall, to the extent legally permitted, be exclusively settled by the courts of the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Luxembourg, 10 January 2013.

For the Board of Directors of ASHMORE SICAV

Claude Kremer

Director

For the Board of Directors of ASHMORE BRASIL EQUITY FUND

Claude Kremer

Director

Follows the french translation; in case of divergence between the english and the french text, the english version shall prevail.

PROJET COMMUN DE FUSION

pour une fusion entre

ASHMORE SICAV

Société d'investissement à capital variable

R.C.S. Luxembourg B: 90.279

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand-duché du Luxembourg

(la "Société Absorbante")

et

ASHMORE BRASIL EQUITY FUND (anciennement connu sous le nom d'Ashmore Brasil Equity Fund Limited)

Société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé

En cours d'enregistrement au R.C.S. de Luxembourg
2, rue Albert Borschette
L-1246 Luxembourg
Grand-duché du Luxembourg
(la "Société Absorbée")

Ce projet commun de fusion (le "Projet Commun de Fusion") a été préparé par le conseil d'administration de la Société Absorbée et celui de la Société Absorbante en vue de fusionner la Société Absorbée avec Ashmore SICAV Brazil Equity Fund (le "Compartiment Absorbant"), un compartiment nouvellement créé de la Société Absorbante (la "Fusion"), conformément à:

- (i) la loi luxembourgeoise du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"); et
- (ii) les dispositions et conditions de ce Projet Commun de Fusion.

Suivant les dispositions de l'Article 261 de la Loi de 1915, il a été convenu entre le conseil d'administration de la Société Absorbante et celui de la Société Absorbée ce qui suit:

1. Nom, Forme et Siège social des sociétés fusionnantes.

1.1 La Société Absorbante

1.1.1 La Société Absorbante est une société d'investissement à capital variable luxembourgeoise ayant son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg, dénommée "ASHMORE SICAV".

1.1.2 La Société Absorbante est dûment autorisée au Luxembourg en tant qu'OPCVM à compartiments multiples de la Partie I de la loi du 17 Décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

1.1.3 Après la réalisation de la Fusion, la Société Absorbante continuera d'avoir son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg.

1.1.4 La Société Absorbée sera fusionnée dans le Compartiment Absorbant de la Société Absorbante.

1.2 La Société Absorbée

1.2.1 La Société Absorbée est une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé - luxembourgeoise ayant son siège social au 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-duché du Luxembourg. Le nom de la Société Absorbée est ASHMORE BRASIL EQUITY FUND.

1.2.2 La Société Absorbée est dûment autorisée au Luxembourg au titre la loi luxembourgeoise du 13 Février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisés, telle que modifiée.

2. Dispositions et conditions d'ordre réglementaire. La Fusion a été approuvée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier ("CSSF").

3. Contexte et motivation de la Fusion proposée.

3.1 Le conseil d'administration de la Société Absorbée a décidé de proposer à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbée de fusionner la Société Absorbée dans le Compartiment Absorbant de la Société Absorbante pour des raisons de rationalisation économique. De plus, le conseil d'administration de la Société Absorbée est convaincu que la mise en place de cette opération est dans le meilleur intérêt des actionnaires qui en conséquence bénéficieront du cadre institutionnel global de la Société Absorbante et de sa réputation d'expert dans l'investissement dans les marchés émergents.

3.2 La Fusion sera effectuée par l'absorption de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée par le Compartiment Absorbant à la Date d'Effectivité.

3.3 Alors qu'il offre des objectifs et politiques d'investissement et une structure de coûts et de frais très similaires à ceux de la Société Absorbée, le Compartiment Absorbant, de plus, offrira aux actionnaires les avantages d'un plus grand réseau de distribution (via le passeport européen pour la distribution transfrontalière), d'une plus grande liquidité ainsi que la protection d'ordre réglementaire dont bénéficient les produits OPCVM.

3.4 En ce qui concerne la Société Absorbante, la Fusion a été proposée afin d'augmenter ses capacités d'investissement et de développer ses activités de gestion de placement au Brésil.

4. Composition du Conseil d'Administration de la Société Absorbante. Aucun changement n'est prévu dans la composition du conseil d'administration de la Société Absorbante à l'issue de la Fusion.

5. Impact attendu de la Fusion sur les actionnaires de la Société Absorbée et sur le Compartiment Absorbant.

5.1 La Fusion proposée ne changera pas de manière substantielle la façon dont les actifs de la Société Absorbée sont gérés et alloués. Il n'y aura pas de changement matériel dans les frais imposés par le Compartiment Absorbant suivant la réalisation de la Fusion. Le changement principal sera l'évaluation des prix et la négociation des actions sur base journalière offrant ainsi aux actionnaires une plus grande liquidité.

5.2 La Fusion proposée ne devrait pas avoir d'impact négatif sur les actionnaires de la Société Absorbée.

5.3 À compter de la Date d'Effectivité, tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, évalués conformément aux principes déterminés ci-après, deviendront des actifs et passifs du Compartiment Absorbant. La Société Absorbée cessera

alors d'exister. Les actions de la Société Absorbée seront automatiquement converties en actions du Compartiment Absorbant, comme décrit plus en détail ci-dessous. Les actionnaires qui continuent de détenir des actions dans la Société Absorbée à la fin du processus de Fusion deviendront des actionnaires du Compartiment Absorbant.

5.4 Afin de mettre en oeuvre les procédures nécessaires pour la Fusion de manière efficace et ponctuelle, le conseil d'administration de la Société Absorbée a décidé qu'aucune souscription dans la Société Absorbée ne sera permise jusqu'à la Date d'Effectivité.

5.5 La Fusion étant effectuée par l'absorption de la Société Absorbée par un nouveau compartiment de la Société Absorbante, aucun des actionnaires de la Société Absorbante ne sera affecté par la Fusion.

5.6 Aucun frais de souscription ne sera prélevé par le Compartiment Absorbant en raison de la Fusion.

6. Rémunération pour les actions dans la Société Absorbante.

6.1 La Société Absorbante émettra au bénéfice des actionnaires de la Société Absorbée des actions du Compartiment Absorbant de la classe d'actions suivante:

Société Absorbée	Classe	Classe Société Absorbante	Classe
ASHMORE BRASIL EQUITY FUND	Class A (USD)	ASHMORE SICAV	Institutional Class
		BRAZIL EQUITY FUND	Shares USD

6.2 Toutes nouvelles actions dans la Société Absorbante seront émises sous la forme nominative. L'agent de registre et de transfert de la Société Absorbante allouera les nouvelles actions aux anciens actionnaires de la Société Absorbée sur base des données contenues dans le registre des actionnaires de la Société Absorbée à la Date d'Effectivité.

L'évaluation des actifs et passifs de la Société Absorbée qui seront transférés au Compartiment Absorbant suite à la Fusion a été faite au 31 Octobre 2012 en utilisant les méthodes suivantes:

(1) Les actifs et passifs de la Société Absorbée seront évalués sur la base de la valeur nette d'inventaire de ces actifs calculée en conformité avec les règles d'évaluation contenues dans les statuts et le prospectus de la Société Absorbée.

(2) Le prix des actions à émettre dans la nouvelle Classe d'Actions Institutionnelle USD du Compartiment Absorbant sera déterminé sur la base de la valeur nette d'inventaire par action de la Société Absorbée. En conséquence, le nombre d'actions à émettre dans cette Classe sera le même que le nombre d'actions en émission dans la Société Absorbée. En conséquence, le ratio d'échange sera une action de la Société Absorbée contre une action du Compartiment Absorbant.

6.3 Chaque actionnaire dans la Société Absorbée recevra une notification confirmant (i) que la Fusion a été réalisée et (ii) le nombre d'actions de la classe d'actions correspondante qu'ils détiennent dans le Compartiment Absorbant suite à la Fusion.

7. Droit de percevoir des dividendes. Les actions nouvellement émises dans le Compartiment Absorbant donneront droit à toute distribution effectuée à compter de la Date d'Effectivité.

8. Effet comptable.

8.1 L'exercice comptable de chaque société fusionnante coïncide avec l'année civile.

8.2 A compter de la Date d'Effectivité, toutes les opérations et transactions de la Société Absorbée seront considérées, à des fins comptables et fiscales, comme effectuées pour le compte de la Société Absorbante.

8.3 A compter de la Date d'Effectivité, les actifs et passifs ainsi que tout autre droit et obligation de la Société Absorbée seront transmis au Compartiment Absorbant à des fins comptables, et tout engagement pendant de la Société Absorbée, existant, contingent ou autre, sera pris en charge par le Compartiment Absorbant.

9. Droits spéciaux.

9.1 La Société Absorbante n'émettra pas d'actions ou d'autres formes de valeurs mobilières assorties de droits spéciaux en raison de la Fusion.

9.2 Les créanciers des sociétés fusionnantes pourront exercer leurs droits conformément aux dispositions de l'article 268 de la Loi de 1915.

9.3 Les créanciers concernés par la Fusion et ayant des questions eu égard à la Fusion ainsi qu'à leurs créances peuvent adresser leurs questions par écrit aux destinataires suivants:

ASHMORE BRASIL EQUITY FUND

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duché de Luxembourg

et

ASHMORE SICAV

2, rue Albert Borschette

L-1246 Luxembourg

Grand Duché de Luxembourg

9.4 Les créanciers peuvent également obtenir aux adresses indiquées au point 9.3 ci-avant, sur demande écrite et sans frais, toute information et documentation nécessaire relative à la Fusion.

10. Réviseurs d'entreprises agréés. Conformément aux dispositions de la section 266(1) de la Loi de 1915, les modalités de la Fusion seront examinées par des réviseurs d'entreprises agréés, lesquels établiront des rapports à cet égard. Une copie du rapport du réviseur d'entreprises pourra être obtenue sur demande et sans frais aux sièges sociaux des sociétés fusionnantes.

11. Avantages spéciaux. Aucun avantage spécial n'a été ni ne sera accordé aux membres des conseils d'administration de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, aux réviseurs d'entreprises de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, aux experts et conseils de la Société Absorbante et de la Société Absorbée, ni à toute autre personne ou entité en raison de la Fusion.

12. Réalisation de la Fusion. La Fusion prendra effet et sera considérée comme définitive entre les sociétés fusionnantes et vis-à-vis des tiers à compter de la date de publication de l'acte notarié constatant la décision de réaliser la Fusion, tel qu'envisagé dans le présent Projet Commun de Fusion, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi de 1915 (la «Date d'Effectivité»).

13. Documents à la disposition des actionnaires.

13.1 Les documents suivants seront disponibles aux sièges sociaux des sociétés fusionnantes au plus tard un mois avant le vote des résolutions finales visant à procéder à la Fusion:

- (i) le présent Projet Commun de Fusion;
- (ii) les rapports annuels de la Société Absorbante pour les périodes (i) du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009, (ii) du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010 et (iii) du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011;
- (iii) les rapports annuels de la Société Absorbée pour (i) l'exercice terminé au 30 avril 2010, (ii) l'exercice terminé au 30 avril 2011 et (iii) l'exercice terminé au 30 avril 2012;
- (iv) les états financiers intermédiaires de la Société Absorbante au 30 juin 2012;
- (v) les rapports préparés par le conseil d'administration de chaque société fusionnante;
- (vi) les rapports des réviseurs d'entreprises agréés préparés selon les dispositions de l'article 266(1) de la Loi de 1915; et
- (vii) le prospectus de la Société Absorbante reprenant l'annexe du Compartiment Absorbant;
- (viii) le document d'information clé pour l'investisseur (DICI) du Compartiment Absorbant.

13.2 Les actionnaires des sociétés fusionnantes peuvent obtenir, sur demande et sans frais, une copie des documents susmentionnés.

14. Frais. Tous les frais liés à la Fusion seront pris en charge par la Société Absorbante.

15. Dispositions générales.

15.1 Intitulés: les intitulés figurant dans le présent accord sont utilisés uniquement à titre de référence et ne peuvent influencer l'interprétation ou être pris en compte dans l'interprétation du présent accord.

15.2 Droit applicable: les effets de la Fusion tombent sous l'empire du droit luxembourgeois. Tout litige ou autre contentieux découlant de la Fusion ou lié à celle-ci - y compris tout litige quant à sa validité - sera, dans la mesure où cela est autorisé par la loi, soumis aux tribunaux de la ville de Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 10 janvier 2013.

Référence de publication: 2013007566/333.

(130008531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2013.

CTM/Chello B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 147.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2012164826/10.

(120218591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

CTM/Mare B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Tomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 147.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2012164827/10.

(120218492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

CTM/Mare B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Tomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 147.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2012164828/10.

(120218512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

CTM/Terra B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 147.116.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2012164829/10.

(120218541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Mendoza Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 171.209.

EXTRAIT

Il ressort d'une convention de transfert de parts sociales exécutée en date du 28 septembre 2012
entre:

- Summerbriss Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 171179,

Et,

- Ball Americas Holding B.V., une private limited liability company de droit hollandais, ayant son siège social à Parallelweg 1, NL -5340 AD Oss, Pays-Bas, et enregistré auprès du Registre des Sociétés des Pays-Bas, sous le numéro 56124546.

que les dix-huit (18) parts sociales d'une valeur nominale de mille Dollars (USD 1.000,00) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société, ont été transférées par Summerbriss Investments S.à r.l., susnommée, à Ball Americas Holding B.V., susnommée, avec effet au 13 décembre 2012.

Depuis lors, les parts sociales de la Société sont détenues par Ball Americas Holding B.V., seul et unique associé de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 décembre 2012.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Sennigerberg

Signature

Référence de publication: 2012164224/29.

(120216308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Les Espaces Saveurs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 9, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 78.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164190/9.

(120217002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Linden Developpement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 88.865.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164195/9.

(120216433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Lion Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.649.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164196/9.

(120217199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Lion Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 143.649.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164197/9.

(120217202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

M.H.E. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 5, rue Milbich.

R.C.S. Luxembourg B 96.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164213/9.

(120216623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Makvalor, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 49.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164231/9.

(120217269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Makvalor, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 49.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164232/9.

(120217340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Merinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 111.042.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164250/9.

(120216962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Norin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 139.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164277/9.

(120216484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Oberflächenschutz Sturm s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1C, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 141.937.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164285/9.

(120217190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Olky Admin S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5842 Hesperange, 1, am Weischbaendchen.

R.C.S. Luxembourg B 136.510.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164289/9.

(120216944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Olky International Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5842 Hesperange, 1, Am Weischbaendchen.

R.C.S. Luxembourg B 63.975.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164290/9.

(120216457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

P. Junk Bau S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5335 Moutfort, 16, Soibelwee.

R.C.S. Luxembourg B 41.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164294/9.

(120216951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Paloma S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A/46, route d'Eselborn.

R.C.S. Luxembourg B 154.184.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164321/9.

(120217149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Peglab Invest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 83.359.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164329/9.

(120217124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Plafa, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1638 Senningerberg, 15, rue du Golf.

R.C.S. Luxembourg B 16.652.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164340/9.

(120217384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Penisola Estates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 80.907.

Il est porté à connaissance du Registre que l'associé Soros Real Estate Investors CV a changé d'adresse comme suit:
de:

206-216, Herengracht, NL- 1016BS Amsterdam

vers le:

Barbara Strozzi laan 364, Eurocenter II 4th Floor, 1083 HN Amsterdam.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 décembre 2012.

RDFI Corp I Ltd

Signature

Liquidateur

Référence de publication: 2012164299/18.

(120216731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Peinture Ludowissy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3926 Mondercange, 5, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 73.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012164331/10.

(120216592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Pernambuco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 81.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012164334/10.

(120217133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Pescatore Properties, Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 63.303.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012164335/10.

(120216652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Phileas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 149.767.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2012164336/10.

(120216448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

NG Luxembourg 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 120.899.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2012164273/14.

(120217108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Peinture Güth S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1815 Luxembourg, 281, rue d'Itzig.

R.C.S. Luxembourg B 92.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012164330/10.

(120217147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Paledora S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 101.477.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège social le 26 octobre 2012

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PALEDORA S.A. a pris les résolutions suivantes:

L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société PALEDORA S.A., en liquidation, a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans suivant la liquidation au 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 octobre 2012.

Le liquidateur

Référence de publication: 2012164317/16.

(120216560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Praefinium Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 146.440.

Nous vous prions de bien vouloir prendre note du changement d'adresse de Monsieur Nayan Srivastava, gérant de la Société, comme suit:

Monsieur Nayan Srivastava, domicilié au 04-05, 2 Cornwall Gardens, 269632, Singapour - République de Singapour.

Luxembourg, le 5 décembre 2012.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Référence de publication: 2012164303/14.

(120216566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

NG Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.221.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2012.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2012164271/14.

(120216547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Planet Jardin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6550 Berdorf, 61, rue de Grundhof.

R.C.S. Luxembourg B 106.183.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012164301/10.

(120217361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Poplan Logistics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 126.261.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Poplan Logistics S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012164302/12.

(120216162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Pempa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.850,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 116.315.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012164298/10.

(120217226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2012.

REInvest German Properties VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 120.964.

L'an deux mille douze, le neuf novembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

La société à responsabilité limitée «REInvest Germany S. à r.l.», ayant son siège social à L-7257 Walferdange, 2, Millewee, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 115.331,

détentric de quatre mille (4.000) parts sociales,

ici représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique),

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 16 juillet 2012, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-dessus, agissant en sa qualité de seule associée de la société à responsabilité limitée "REInvest German Properties VIII S. à r.l." (numéro d'identité 2006 24 40 709), avec siège social à L-1371 Luxembourg, 1, Val Ste Croix, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 120.964, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 5 octobre 2006, publié au Mémorial C, numéro 2296 du 8 décembre 2006 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Joseph ELVINGER, en date du 15 janvier 2007, publié au Mémorial C, numéro 523 du 3 avril 2007,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social de L-1371 Luxembourg, 1, Val Ste Croix à L-7257 Walferdange, 2, Millewee et de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

a) version anglaise:

" **Art. 5. par. 1.** The registered office of the Company is established in the municipality of Walferdange, Grand Duchy of Luxembourg."

b) version française:

" **Art. 5 al. 1^{er}.** Le siège social est établi dans la commune de Walferdange, Grand-Duché de Luxembourg."

Deuxième résolution

L'associée unique constate que le siège social de l'associée unique est désormais fixé à L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, est évalué sans nul préjudice à six cent cinquante euros (€ 650.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J.M. WEBER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 16 novembre 2012. Relation: CAP/2012/4414. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 5 décembre 2012.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2012159861/46.

(120210858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2012.

An Zëmmesch s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-6470 Echternach, 6-8, rue de la Montagne.

R.C.S. Luxembourg B 101.919.

Auszug der Beschlüsse der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 6. Dezember 2012

Am Donnerstag, den 6. Dezember um 10.00 Uhr, sind die Gesellschafter der An Zëmmesch S.à r.l. in ihrem Hauptsitz zur ausserordentlichen Generalversammlung zusammengetreten und haben einstimmig folgende Bestimmungen getroffen:

- Herr Alfred WEIDERS,

wird mit sofortiger Wirkung von seinem Amt als technischer Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen.

Dementsprechend besteht die Geschäftsführung nun aus einem einzigen Geschäftsführer d.h.:

- Frau Heike SEIS

Die Gesellschaft wird in allen Fällen durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers verpflichtet.

Echternach, den 6. Dezember 2012.

Heike SEIS / Alois PETERS.

Référence de publication: 2012164655/16.

(120217603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.